

Pour soutenir la croissance, l'Espagne décide une régularisation massive de sans-papiers

La mesure du gouvernement, qui va à contre-courant des politiques de restriction migratoire en vogue en Europe, pourrait bénéficier à un demi-million de personnes

MADRID - correspondance

Une fois encore à contre-courant de l'Union européenne en matière migratoire, le gouvernement espagnol a présenté, mardi 27 janvier, un projet de décret destiné à régulariser un grand nombre de sans-papiers, afin de faciliter leur intégration. Selon les estimations de l'exécutif socialiste, environ 500 000 personnes principalement originaires d'Amérique latine devraient bénéficier de cette mesure. D'après les données du groupe de réflexion Funcas, ils seraient plus nombreux : 840 000 personnes, soit près d'un tiers de l'ensemble des migrants non européens vivant en Espagne.

La ministre des migrations, Elma Saiz, a précisé lors d'une conférence de presse que les personnes en situation irrégulière résidant en Espagne depuis au moins cinq mois à la fin de l'année 2025, et ne disposant pas de casier judiciaire, pourraient solliciter un permis de séjour délivré selon une procédure accélérée. Les demandes d'asile déposées avant la fin de 2025 seront aussi concernées.

La phase de dépôt des demandes de régularisation débutera en avril et s'étendra jusqu'au 30 juin. Le gouvernement s'est engagé à ce

que la procédure administrative n'excède pas trois mois. Le titre de séjour sera valable un an, ou cinq ans pour les enfants. « *L'autorisation de résidence permettra de travailler dès le premier jour, dans n'importe quel secteur et sur l'ensemble du territoire espagnol* », a ajouté la ministre. « *Nous renforçons un modèle migratoire fondé sur les droits de l'homme et l'intégration, compatible avec la croissance économique et la cohésion sociale* », a déclaré Elma Saiz, rappelant que les économistes attribuent en partie à l'ouverture aux étrangers la bonne santé de l'économie espagnole, qui a enregistré une croissance de 2,9 % en 2025 et vu son taux de chômage passer sous les 10 % (à 9,93 % au quatrième trimestre 2025) pour la première fois depuis 2008.

La mesure s'inscrit dans le prolongement d'une initiative législative populaire en faveur de la régularisation, arrivée au Congrès des députés, la chambre basse du parlement espagnol, en novembre 2021 avec plus de 700 000 signatures de soutien, de 900 organisations de défense des droits et de l'Eglise catholique. Le texte avait franchi une première étape parlementaire en avril 2024, avec l'appui de l'ensemble des groupes à l'exception du parti d'extrême

droite Vox, avant de rester bloqué en raison de l'absence d'accord politique. Pour faciliter la mise en œuvre de la mesure, le gouvernement Sanchez a eu recours à un « décret royal », un instrument prévu par la Constitution permettant une adoption sans vote parlementaire, l'exécutif ne disposant pas de majorité. Sous le mandat de M. Sanchez, l'Espagne a fait le choix assumé d'ouvrir ses portes à l'immigration. Le pays compte désormais près de 7 millions d'étrangers, soit 14,3 % de la population, sur un total légèrement supérieur à 49 millions d'habitants.

« Mesure de bon sens »

« *Il s'agit d'une décision historique* », estime Gonzalo Fanjul, directeur de recherche de la fondation PorCausa, spécialisée dans l'analyse des phénomènes migratoires. « *L'Espagne envoie un message à un moment très précis. Ce n'est pas un hasard si cette mesure a été approuvée alors que se produisent les raids anti-immigration à Minneapolis. Pedro Sanchez fait figure d'extraterrestre au sein de la social-démocratie européenne, où de nombreux responsables prennent des mesures pour contrôler l'immigration.* » C'est aussi « *une mesure de bon sens: la croissance espagnole repose sur l'apport de la*

main-d'œuvre immigrée. Les régulariser n'est pas seulement juste, c'est une évidence économique. Ils contribueront pleinement à l'économie, en payant des impôts », rappelle-t-il, en faisant valoir que 16 % des affiliés à la Sécurité sociale sont étrangers. Les réactions politiques ont été vives. La mesure portée par le gouvernement socialiste a été lancée avec le soutien du parti de la gauche radicale Podemos. Au Parti populaire (PP, droite), la porte-parole au Congrès, Ester Muñoz, a dénoncé un « *rideau de fumée* », estimant que l'exécutif dévoilait cette régularisation afin de « *masquer* » des dossiers sensibles, comme la tragédie ferroviaire d'Adamuz, où 45 personnes sont mortes le 19 janvier.

Le dirigeant du parti Vox, Santiago Abascal, a violemment réagi sur le réseau X : « *Le tyran Sanchez hait le peuple espagnol. Il veut le remplacer. C'est pourquoi il cherche à promouvoir par décret un effet d'appel d'air, afin d'accélérer l'invasion. Il faut l'arrêter.* » La dernière initiative comparable remonte à 2005, lorsque le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero avait procédé à une régularisation massive, qui avait déjà concerné plus de 500 000 immigrés. ■

ISABELLE PIQUER